

La France va manquer de bras et de cerveaux : lesquels ?

Michel Godet (Professeur au Cnam)

09 mai 2006, (Rubrique Opinions)

Le fait même de poser cette question peut paraître provoquant : ne faudrait-il pas d'abord intégrer les immigrés qui sont là ? Certes, mais, en raison de son vieillissement, la France va, comme ses voisins, manquer de bras et de cerveaux.

Sans les apports migratoires, de l'ordre de 200 000 par an, l'Allemagne, l'Italie et bientôt l'Espagne verraient leur population diminuer car les berceaux y sont moins nombreux que les cercueils. Les projections de population active entre 2010 et 2030 sont connues : l'Europe des Vingt-Cinq verra la tranche des 16-24 ans baisser de 7 millions, celle des 25-54 ans va baisser de 25 millions, alors que celle des 55-64 ans va augmenter d'environ 9 millions de personnes. Les jeunes seront incités à travailler plus tôt, les anciens à partir à la retraite plus tard. Des pénuries importantes de personnels qualifiés sont prévisibles, notamment dans les services aux personnes, les professionnels du BTP.

L'Espagne et l'Italie ont réussi à intégrer économiquement et socialement par le travail, chacune, près d'un million d'étrangers depuis l'an 2000. En Espagne, il s'agit d'une immigration jeune (avec un taux d'emploi des étrangers supérieur de 7 points à celui des nationaux alors qu'il est inférieur de 20 points en France). En Espagne toujours, il peut y avoir des travailleurs non déclarés par les entreprises, mais il n'y a pas d'étrangers en situation clandestine car ils sont tous inscrits auprès des municipalités pour obtenir les droits sociaux de base (couverture médicale et scolarisation des enfants).

Rien de tel chez nous où la tenue des registres municipaux rappelle les mauvais souvenirs de Vichy. De tels registres existent toujours en Alsace sans que personne n'y trouve à redire. Le rapporteur de la Commission d'enquête du Sénat sur l'immigration clandestine (*rapport rendu public le 13 avril 2006*) rappelle : «qu'on ne bâtit rien sur l'ignorance.» C'est ainsi que la migration clandestine a été estimée par Nicolas Sarkozy, lors de son audition, entre 200 000 et 400 000 !

La France est aussi concernée par la saignée des 25-54 ans dont le nombre devrait baisser de 1,6 million de personnes entre 2000 et 2025. Il lui faudra donc ouvrir les frontières à une immigration choisie en fonction des besoins du marché du travail comme entend le faire le projet de loi en discussion au Parlement.

Pour éclairer le débat sur l'immigration choisie, il faut commencer par ne pas confondre les 3,2 millions d'étrangers recensés en 1999 dont 500 000 nés en France (5,6% de la population totale) avec les 4,3 millions d'immigrés (des étrangers nés à l'étranger et vivant en France) dont un tiers de nationalité française. Notre République accorde assez généreusement la nationalité à 140 000 étrangers chaque année. C'est la raison pour laquelle la question du droit de vote des immigrés n'est pas un enjeu véritable, il suffit de devenir Français. Assez exemplaire sur l'insertion juridique, la France l'est moins sur l'insertion économique et sociale. Rappelons quelques chiffres clés.

Ces dix dernières années le flux d'entrées officielles a quasiment doublé passant de 120 000 à 220 000. Les ressortissants de l'UE ont vu, dans le même temps, leur nombre régresser à un flux annuel de 42 000.

Le taux de chômage des étrangers non UE est trois fois plus élevé que celui des Français. Sur les 2,9 millions d'étrangers en âge de travailler seul 1,2 million a un emploi. Les Maghrébins représentent 30% des travailleurs étrangers, mais près de la moitié des chômeurs de cette catégorie.

Les Asiatiques, dont les flux annuels d'immigration régulière ont triplé depuis le début des années 90 pour dépasser les 30 000, soit trois fois moins que les 100 000 Africains du Nord et du Sud, ont un taux de chômage égal à celui des Français

Par contraste, les Portugais aussi nombreux que les Algériens ou les Marocains dans la population active étrangère (24%) ne représentent que 7% des chômeurs. Ils ont même un taux de chômage deux fois plus faible que celui des Français. Dommage que tous les tous les Français ne soient pas d'origine portugaise !

Il est classique d'expliquer cette différence de taux de chômage par les niveaux de qualification insuffisants. D'après les analyses de l'OCDE, les deux tiers des immigrés arrivant en France ont un niveau inférieur au premier cycle des collèges contre un sur deux en Allemagne, moins d'un tiers en Grande-Bretagne et un quart aux États-Unis. Nous subissons une immigration trop centrée sur l'Afrique et le regroupement familial et trop peu ciblée sur le travail : en 2005, il n'y a eu que 11 500 cartes de séjours délivrées au titre de l'emploi, soit 7% des flux. Le gouvernement a sans doute raison de vouloir encadrer les mariages mixtes qui représentent aujourd'hui 20% du total des mariages en France.

Il faut maintenant poser les questions qui dérangent sur notre incapacité à intégrer par le travail. Est-ce en raison de la trop forte concentration régionale des immigrés : l'Île-de-France accueille 40% des étrangers. Pourquoi le taux de chômage des ressortissants du Maghreb ayant suivi des études supérieures (24%) est-il quatre fois plus élevé que pour l'ensemble des actifs du même niveau (6%) ? Au-delà des discriminations généralement avancées, il y aurait ainsi d'autres facteurs, jusqu'ici mal identifiés, liés aux structures familiales, aux valeurs fondamentales, au statut de la femme et sans doute aux religions qu'il faudrait intégrer dans l'analyse pour mieux comprendre le chômage différencié des migrants en fonction de leurs origines démographiques et ethniques.

Pour choisir l'immigration nous pourrions utilement nous inspirer de l'Espagne qui a régularisé 700 000 travailleurs dont la moitié provenait d'Amérique latine. La population de cette zone va augmenter de 140 millions d'habitants d'ici à 2025 soit une fois et demie plus que l'ensemble des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Il n'y plus assez de Portugais pour répondre aux immenses besoins de professionnels dans le BTP, mais il y a des millions de Brésiliens prêts à se tourner vers l'Europe, leur deuxième patrie !